

Forum : Forum citoyen sur le climat

Thématique : **Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique ?**

Nom du/de la Citoyen.ne : Noémie Morcello

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire • Avec enfants, si oui combien : 3	Niveau d'étude ○ Primaire • Secondaire ○ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Honorables présidents, chers délégués,

Je m'appelle Noémie Morcello, j'ai 53 ans et je suis agricultrice en Ouganda. Je produis de la canne à sucre et je travaille avec des entreprises agro-industrielles qui achètent et transforment ma production. Ces entreprises ne se contentent pas d'acheter ma récolte : elles m'aident aussi à financer et à moderniser mon exploitation, par exemple à travers des programmes d'accompagnement destinés aux producteurs comme moi, un peu à l'image de ce que font certaines sucreries Est-Africaines avec leurs fournisseurs de canne. Je suis également engagée dans la défense du développement économique et agricole de mon pays.

Mon activité est donc pleinement dépendante du climat, de l'accès à l'eau, de l'utilisation et de la commercialisation des ressources naturelles du pays.

Ma réponse est claire : nous devons faire évoluer notre manière de produire, mais sans renoncer à la croissance ni à l'industrialisation. Nous devons rendre notre économie plus productive, plus efficace et moins polluante grâce au progrès technique.

En tant qu'agricultrice, je sais que le changement climatique n'est pas abstrait. L'agriculture dépend de l'eau, des températures et des précipitations. Sécheresses, inondations ou fortes chaleurs peuvent affecter les récoltes et fragiliser les familles qui en dépendent.

Pourtant, je refuse d'opposer agriculture, industrie et environnement. Les ressources sont limitées, mais cela ne signifie pas nécessairement que nous devons produire moins. Les échanges commerciaux permettent de répartir la production entre les territoires selon leurs ressources et leurs capacités.

L'enjeu est donc de produire davantage avec moins de ressources. Si mon exploitation peut augmenter ses rendements sur une même surface, je peux répondre à la demande sans augmenter constamment les terres cultivées. Par exemple, passer de 60 à 90 tonnes de canne à sucre par hectare permettrait d'obtenir la même production avec moins de terres.

La productivité peut donc contribuer à préserver les espaces naturels, à condition de mieux utiliser les ressources et de ne pas dégrader les sols ou gaspiller l'eau.

Le progrès technique peut nous y aider : irrigation plus précise, capteurs, données météorologiques, images satellites ou machines plus efficaces permettent de mieux utiliser l'eau, l'énergie et les terres.

Pour moi, la transition écologique ne doit donc pas signifier produire moins, mais produire mieux.

Cette question est particulièrement importante pour l'Afrique. L'Ouganda et de nombreux pays africains ont encore besoin de créer des emplois, développer leurs infrastructures, moderniser leur agriculture et construire des industries. L'urgence climatique ne doit pas empêcher notre développement.

Je défends donc une croissance moins carbonée et une industrialisation africaine permettant de transformer localement nos ressources. La canne à sucre peut devenir du sucre, de l'éthanol ou d'autres produits, créant ainsi des emplois au-delà de l'agriculture. Certains résidus peuvent également être valorisés pour produire de l'énergie.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, en tant qu'agricultrice, je peux d'abord agir directement sur ma manière de produire. Je peux chercher à utiliser l'eau plus efficacement, notamment grâce à une irrigation mieux adaptée aux besoins de mes cultures, et limiter le gaspillage. Je peux également améliorer l'utilisation de mes terres en m'appuyant sur les techniques agricoles et les outils qui permettent d'obtenir de meilleurs rendements sans augmenter les surfaces cultivées.

Je peux aussi investir progressivement dans du matériel plus efficace, lorsque mes moyens me le permettent : des systèmes d'irrigation économes en eau, des outils permettant de mieux connaître l'état des sols ou des machines consommant moins d'énergie. Pour moi, l'objectif n'est pas de produire moins, mais de produire davantage avec moins de ressources.

Cependant, je sais qu'une agricultrice ne peut pas tout faire seule. Je peux donc me rapprocher d'autres agriculteurs de ma région afin de partager nos expériences, nos connaissances et nos solutions. Ensemble, nous pouvons également nous organiser pour demander davantage d'accompagnement et de formation.

Je souhaite notamment que l'État facilite l'accès des agriculteurs aux nouvelles technologies et les aide à financer certains investissements. Beaucoup d'agriculteurs des pays en développement n'ont pas les moyens d'assumer seuls le coût de ces équipements. Nous devons donc pouvoir bénéficier de formations, de conseils techniques et, lorsque cela est possible, d'aides financières.

Je peux également faire entendre cette demande en tant que citoyenne engagée dans le développement agricole de mon pays. Avec d'autres agriculteurs, nous pouvons nous organiser pour dialoguer avec les autorités, présenter nos besoins et défendre une agriculture à la fois productive et plus économe en ressources.

Enfin, même si mon action commence à mon échelle, je souhaite que cette réflexion puisse être portée au niveau international. Je pense que les pays développés, les entreprises agro-industrielles et les organisations internationales peuvent contribuer à faciliter l'accès des agriculteurs des pays en développement aux technologies et aux financements nécessaires à leur transition.

Je ne demande donc pas que l'on empêche les agriculteurs africains de se développer. Je demande que nous ayons les moyens de nous développer tout en réduisant notre impact environnemental.

À mon échelle, je veux donc agir concrètement, m'organiser avec d'autres agriculteurs et faire entendre nos besoins. Je veux protéger l'eau et les terres dont dépend mon activité, tout en continuant à produire, à créer des emplois et à contribuer au développement de mon pays.